

SENATO DELLA REPUBBLICA

XI LEGISLATURA

Doc. XII-bis

N. 21

RISOLUZIONE DELL'ASSEMBLEA DELL'ATLANTICO DEL NORD

APPROVATA NELLA SEDUTA DI BRUGES, 19 NOVEMBRE 1992

Risoluzione 241

appello di Bruges relativo al futuro della sicurezza europea:
le sfide della Jugoslavia (*)

Annunziata il 5 gennaio 1993

L'ASSEMBLÉE,

1. L'irrésolution avec laquelle la communauté internationale a réagi à la tragédie yougoslave pourrait avoir des conséquences graves pour la paix et la stabilité futures de l'Europe. Aucune région de l'Europe n'est à l'abri de l'instabilité que peut connaître une autre partie du continent. La persistance de zones de sécurité inégale au sein de la CSCE fait peser des menaces certaines sur l'ensemble des Etats participants.

2. La pratique barbare de l'« épuration ethnique » a fait sa réapparition sur le continent. Des civils innocents se voient privés des droits fondamentaux et des moyens d'existence élémentaires. Des milliers de vies humaines sont en danger si la situation continue de se détériorer. L'afflux des réfugiés impose à certains pays européens des charges d'un poids démesuré, alors que le problème des réfugiés ne devrait pas concerner uniquement les voisins immédiats de la zone en crise, mais l'ensemble du continent européen. On a laissé renier des promesses solennelles de paix et bafouer, de manière systématique et flagrante, les valeurs communes inscrites dans la Charte de Paris de la CSCE. En outre, le risque de voir un conflit balkanique provoquer une conflagration européenne plus large est désormais patent.

(*) Presentato direttamente all'Assemblea plenaria dall'onorevole Javier Ruperez (Partito popolare, Spagna), Presidente della Sottocommissione sulla CSCE e relatore speciale della Commissione affari civili sulla crisi iugoslava, emendato e adottato (Bruges, novembre 1992).

3. La crise yougoslave a mis cruellement en lumière les limites de nos institutions de sécurité et des modalités que nous avons établies pour gérer les crises et soulager les souffrances dans l'Europe de l'après-Guerre froide. Nous devons donc améliorer nos moyens d'action et intensifier nos efforts.

4. A sa Session annuelle de Madrid, en 1991, l'Assemblée a instamment appelé les gouvernements et parlements des pays membres « à examiner la question de savoir comment il est possible de mettre les acquis et les moyens spécifiques de l'Alliance, en coopération avec tout Etat intéressé et à la demande de tout organe légitime approprié — y compris la CSCE — au service de la primauté du droit, tout en veillant aux intérêts de l'Alliance ». L'OTAN doit maintenant traduire dans des actes sa volonté déclarée de prévenir et de gérer les crises et sa reconnaissance du caractère indivisible de la sécurité en Europe. Son action en ce sens doit découler de l'autorité des Nations unies ou de la CSCE.

5. Nous regrettons que l'Alliance n'ait pu parvenir à un consensus sur le rôle que l'OTAN peut et doit jouer dans la dissuasion, la prévention et la résolution des conflits. Si des progrès ont été accomplis par les ministres de la Défense et les autorités militaires de l'OTAN pour que les moyens de défense collective de l'Alliance puissent être employés à cet effet, nous regrettons que les orientations politiques appropriées n'aient pas encore été données sur ce point. En l'absence d'un tel accord politique, le potentiel de l'Alliance ne peut être pleinement utilisé.

6. Nous nous félicitons des mesures modestes, mais positives, que l'OTAN a pu prendre à l'appui de résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies. Nous relevons, parmi ces mesures, le déploiement dans l'Adriatique de la force navale permanente de Méditerranée, la surveillance par des avions AWACS de la zone d'interdiction de vol audessus de la

Bosnie-Herzégovine et la contribution du Groupe d'Armées Nord au quartier général opérationnel de la Force de Protection élargie des Nations unies en Bosnie-Herzégovine. Les conditions actuelles laissent présager une détérioration rapide qui pourrait mettre en danger des centaines de milliers de vies humaines. La crise menace de prendre des proportions apocalyptiques. Par conséquent, l'OTAN et ses pays membres doivent être prêts à accroître leurs contributions en cas de besoin, par exemple pour faire respecter l'interdiction de vol dans la zone prescrite, assurer l'acheminement de l'aide humanitaire, établir des zones protégées et surveiller un cessez-le-feu dans l'ex-Yougoslavie.

7. Récemment, la vaine rivalité institutionnelle et la duplication des ressources entre l'OTAN et l'UEO, par exemple lors de l'opération en mer Adriatique, sont venues démontrer les problèmes liés au développement d'une identité européenne de défense distincte en même temps que la nécessité d'une coordination et d'une consultation approfondies. L'OTAN et l'UEO doivent être complémentaires l'une de l'autre tout particulièrement en ce qui concerne la mise en oeuvre pleine et entière de l'embargo.

8. Une politique étrangère et de sécurité commune, dans le cadre d'une Europe forte et unie, peut et doit renforcer la pleine coopération entre partenaires européens et nordaméricains au sein de l'OTAN. Cette réorganisation institutionnelle ne peut atteindre les objectifs visés que si l'Occident démontre une volonté commune de dissuader les menaces qui pèsent sur les démocraties récentes de l'Europe centrale et orientale.

9. A cet égard, nous notons avec un grand intérêt, et avec un vif espoir, les propos tenus récemment par le ministre français de la Défense au sujet d'un resserrement de la coopération avec les autorités militaires de l'OTAN, qui, s'il y est donné suite, permettra à la France de

prendre une part plus complète aux tâches importantes qui attendent à la fois l'Alliance et le Conseil de coopération nord-atlantique.

10. En conséquence, l'Assemblée, par la présent appel de Bruges, invite:

les gouvernements et parlements des pays participant à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe:

a. à intensifier l'aide humanitaire et à renforcer la protection des convois humanitaires dans l'ex-Yougoslavie, y compris par l'usage défensif de la force là où il y a lieu, conformément aux règles d'engagement des Nations unies, et la création de couloirs propres à assurer la circulation ininterrompue des approvisionnements;

b. à intensifier leurs efforts en vue d'assurer le respect des accords relatifs au transfert et à la concentration, sous la contrôle des Nations Unies, des armes lourdes en la possession des parties engagées dans les combats;

c. à rejeter, dans la perspective d'un règlement de la crise, toute division de la Bosnie-Herzégovine ou toute modification des frontières des anciennes Républiques et à refuser les conséquences de la politique de « purification ethnique »; le contraire signifierait l'approbation tacite du recours à la force ou aux crimes de guerre, en contrevenant ainsi aux engagements souscrits dans le cadre de la CSCE et en créant un précédent extrêmement dangereux pour l'Europe dans son ensemble;

d. à faire en sorte que les responsables d'atrocités, de violations brutales du droit humanitaire international et d'autres crimes de guerre soient traduits en justice;

e. à continuer d'encourager le dialogue entre les parties directement concernées, en particulier dans les zones de l'ex-Yougoslavie n'ayant pas connu jusqu'ici la même degré de violence que d'autres régions, ainsi qu'à appuyer et

renforcer les missions menées actuellement par la Communauté européenne, la CSCE et les Nations unies sous les auspices de la Conférence internationale sur l'ex-Yougoslavie (Conférence de Londres);

f. à prendre toutes les mesures nécessaires, par l'intermédiaire de la CSCE et des Nations unies pour éviter l'extension du conflit à d'autres régions de l'ex-Yougoslavie ou à des pays voisins, y compris une augmentation significative du nombre d'observateurs internationaux;

g. à appliquer pleinement les sanctions économiques et l'embargo sur les fournitures d'armes prévus par les Résolutions 713, 727 et 757 du Conseil de sécurité de l'ONU;

h. à s'abstenir de toute initiative diplomatique ou militaire isolée qui serait susceptible d'alimenter les tensions dans la région et à s'engager à prendre toutes les mesures possibles susceptibles d'assurer la pleine mise en oeuvre de l'embargo;

i. à soutenir le déploiement d'observateurs la long de toutes les frontières de Serbie et du Monténégro afin de garantir l'application des sanctions économiques et de l'embargo sur les fournitures d'armes;

j. à être prêts à appliquer des sanctions à l'encontre des pays qui ne respectent pas les embargos dans les domaines économique et des fournitures d'armes;

k. à partager plus équitablement, par l'intermédiaire des Nations unies, les charges, d'ordre financier ou autre, afférentes au maintien de la paix, à l'aide humanitaire et aux mouvements massifs de réfugiés et supportées par les pays voisins et par divers autres pays;

l. à promouvoir une coopération politique et économique plus étroite — une fois la crise yougoslave résolue par la négociation — avec les Républiques de l'ex Yougoslavie et les autres pays des Balkans résolument engagés dans la voie de la démocratie et du respect des droits

de l'homme, afin d'éviter de nouvelles crises;

m. à faire une déclaration commune selon laquelle durant la période de reconstruction d'après-guerre, aucune aide matérielle, à l'exception d'une aide purement humanitaire, ne sera fournie à un Etat, quel qu'il soit, qui continuerait d'occuper le territoire d'un autre Etat;

les gouvernements et parlements des pays membres de l'Alliance atlantique:

n. à convenir, au plus tard pour la prochaine réunion du Conseil de l'Atlantique Nord, en décembre, que l'OTAN devrait entreprendre la planification de déploiements propres à soutenir les efforts de paix en Europe, sous le mandat des Nations unies ou de la CSCE, en faisant appel à tous les moyens politiques et militaires à sa disposition;

o. à donner un sens concret à la recherche de la transparence et de la complémentarité dans les relations entre l'OTAN et l'UEO et à convenir que la responsabilité première des forces pouvant être affectées à l'UEO soit celle de l'OTAN. Cela suppose le maintien de la structure militaire intégrée et donc qu'un accord soit trouvé sans tarder sur des mesures pratiques de coopération prévoyant des consultations préalables adéquates, ainsi qu'un système de représentation croisée et un échange d'informations aussi complet que possible entre les deux organisations;

p. à insister pour que tous les pays membres, au vu des promesses nouvelles mais aussi les risques sérieux de la nouvelle Europe, affrontent ensemble les défis communs qui les attendent, en s'appuyant sur un consensus renouvelé qui

exclut toute vaine rivalité institutionnelle. Seul un tel consensus est de nature à permettre à la communauté alliée de s'unir plus fermement autour du même dessein et des mêmes orientations, sur la base des fonctions essentielles de l'OTAN qui ont été convenues à Rome, et de remplir ainsi une mission de paix sur mandat des organisations régionale et mondiale compétentes, en l'espèce la CSCE et les Nations unies;

en dernier lieu, l'Assemblée invite tous les pays:

q. à reconnaître que les actes de barbarie aujourd'hui omniprésents dans différentes régions de l'ex-Yougoslavie continueront de se répandre en l'absence d'une résistance résolue et énergique; à admettre, en outre, qu'en l'absence de tout contrôle, cette barbarie entachera l'avenir de l'Europe et les perspectives actuelles de coopération d'après-Guerre froide en vue d'un renforcement de la paix et des droits de l'homme; à affirmer, au nom de leurs intérêts communs en matière sécuritaire et humanitaire, qu'ils ne permettront pas à cette tragédie qui s'étend de s'amplifier plus encore, et dès lors, à convenir rapidement, au sein des Nations unies et de la CSCE, de résolutions les engageant solennellement à contrer, à rechercher et à traduire en justice toute personne responsable de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité. Ces résolutions devraient conférer aux pays membres toute l'autorité suffisante leur permettant, dans leurs cadres constitutionnels respectifs, d'oeuvrer conjointement et avec fermeté à l'application des mesures diplomatiques, économiques et militaires jugées nécessaires et propres à endiguer et à repousser cet acte odieux d'agression.

N. B. Traduzione non ufficiale

Risoluzione 241

appello di Bruges relativo al futuro della sicurezza europea:
le sfide della Jugoslavia (*)

L'ASSEMBLEA,

1. L'irrisolutezza con cui la comunità internazionale ha reagito alla tragedia iugoslava potrebbe avere conseguenze gravi per la pace e la stabilità future dell'Europa. Nessuna regione dell'Europa è al riparo dall'eventuale instabilità di un'altra parte del Continente. Il permanere di disuguali zone di sicurezza nell'ambito della CSCE si tradurrà in gravi minacce per il complesso degli Stati partecipanti.

2. È ricomparsa sul Continente la barbara prassi dell'« epurazione etnica ». Civili innocenti si vedono privati dei diritti e dei mezzi di esistenza fondamentali. Migliaia di vite umane verrebbero a trovarsi in pericolo qualora la situazione dovesse aggravarsi. L'afflusso dei rifugiati impone a taluni Paesi europei oneri eccessivi, mentre il problema dei rifugiati non deve riguardare solo i Paesi confinanti dell'area di crisi, ma l'intero continente europeo; Si è permesso che fossero rinnegate solenni promesse di pace e che ci si facesse beffe, in modo sistematico e

flagrante, dei valori comuni scritti nella Carta di Parigi della CSCE. È inoltre più che evidente il rischio di vedere un conflitto balcanico provocare una più ampia conflagrazione europea.

3. La crisi iugoslava ha posto crudamente in luce i limiti delle nostre istituzioni preposte alla sicurezza e delle modalità che avevamo stabilito per gestire le crisi e lenire le sofferenze nell'Europa del dopo guerra fredda. Dobbiamo pertanto migliorare i nostri strumenti d'azione e intensificare gli sforzi.

4. Nella propria Sessione annuale di Madrid, nel 1991, l'Assemblea ha vivamente esortato i governi e parlamenti dei Paesi membri « ad esaminare in quale modo sia possibile porre le esperienze ed i mezzi specifici dell'Alleanza, cooperando con ogni Stato interessato e su richiesta di ogni organo legittimo competente — compresa la CSCE — al servizio della preminenza del diritto, vigilando nel contempo sugli interessi dell'Alleanza ». La NATO deve ora tradurre in pratica la propria acclarata volontà di prevenire e gestire le crisi e dare concretezza al proprio riconoscimento dell'indivisibilità della sicurezza in Europa. La propria azione in tal senso deve discendere dall'autorità delle Nazioni Unite o della CSCE.

(*) Presentato direttamente all'Assemblea plenaria dall'onorevole Javier Ruperez (Partito popolare, Spagna), Presidente della Sottocommissione sulla CSCE e relatore speciale della Commissione affari civili sulla crisi iugoslava, emendato e adottato (Bruges, novembre 1992).

5. Esprimiamo rincrescimento per il fatto che l'Alleanza non sia potuta giungere ad un consenso generalizzato sul ruolo che la NATO può e deve svolgere nella dissuasione, prevenzione e risoluzione dei conflitti. Se sono stati compiuti progressi da parte dei Ministri della Difesa e delle Autorità militari della NATO circa il possibile impiego in tal senso dei mezzi di difesa collettiva dell'Alleanza, esprimiamo peraltro rincrescimento per il fatto che non siano ancora stati forniti su tale punto gli opportuni orientamenti politici. In assenza di un siffatto accordo politico, il potenziale dell'Alleanza non può trovare pieno impiego.

6. Ci felicitiamo per le misure modeste, ma positive, che la NATO ha potuto adottare a sostegno delle risoluzioni del Consiglio di Sicurezza delle Nazioni Unite. Rileviamo, fra tali misure, lo schieramento nell'Adriatico della forza navale permanente del Mediterraneo, la sorveglianza da parte degli aerei AWACS della zona di interdizione di volo sovrastante la Bosnia-Erzegovina e il contributo del Gruppo di Armate Settentrionale al Quartiere Generale operativo della Forza di protezione allargata delle Nazioni Unite in Bosnia-Erzegovina. Le attuali condizioni lasciano presagire un rapido deterioramento che potrebbe porre in pericolo centinaia di migliaia di vite umane. La crisi minaccia di assumere proporzioni apocalittiche, pertanto, la NATO e i suoi Paesi membri devono essere pronti ad aumentare i loro contributi in caso di necessità, per esempio per fare rispettare l'interdizione di volo nella zona prescritta, assicurare l'invio degli aiuti umanitari, definire zone protette e sorvegliare un cessate il fuoco nell'ex Jugoslavia.

7. Di recente, la vana rivalità istituzionale e la duplicazione di risorse fra NATO e UEO, per esempio in occasione dell'operazione nel Mare Adriatico, sono venute ad appalesare i problemi connessi allo sviluppo di un'identità europea di difesa distinta e, al tempo stesso, la ne-

cessità di un coordinamento e di una consultazione approfonditi. La NATO e l'UEO devono essere tra loro complementari, in particolare per rendere pienamente effettivo l'embargo.

8. Una politica estera e di sicurezza comune, nel quadro di un'Europa forte e unita, può e deve rafforzare la piena cooperazione tra i partner europei e nordamericani nell'ambito della NATO. Tale riorganizzazione istituzionale non potrà conseguire gli scopi voluti se non a patto che l'Occidente dimostri la propria volontà collettiva di dissuasione nei confronti delle minacce che incombono sulle nascenti democrazie dell'Europa centrale e orientale.

9. Al riguardo, notiamo con grande interesse e con viva speranza le recenti dichiarazioni del Ministro francese della difesa circa più stretti vincoli di cooperazione con le autorità militari della NATO, i quali, se ad essi venisse dato seguito, consentirebbero alla Francia di svolgere un più compiuto ruolo negli importanti compiti che attendono al tempo stesso l'Alleanza e il Consiglio di cooperazione nord-atlantica.

10. Di conseguenza, l'Assemblea, con il presente appello di Bruges, invita:

i governi e parlamenti dei paesi partecipanti alla Conferenza sulla Sicurezza e la Cooperazione in Europa a:

a. intensificare l'aiuto unitario e rafforzare la protezione dei convogli umanitari nell'ex Jugoslavia, anche, se del caso, con l'impiego a carattere difensivo della forza, in base alle regole d'ingaggio delle Nazioni Unite, e la creazione di appositi corridoi per assicurare la continuità dei rifornimenti;

b. compiere ulteriori sforzi per rendere efficaci gli accordi per il trasferimento e la concentrazione degli armamenti pesanti delle parti in lotta in aree poste sotto la sorveglianza delle Nazioni Unite;

c. respingere, nella prospettiva di una composizione della crisi, qualsiasi divisione della Bosnia-Erzegovina o qualsiasi modifica delle frontiere delle *ex* repubbliche e a rifiutarsi di accettare le conseguenze della politica di « epurazione etnica »; il contrario equivarrebbe ad un'approvazione, diretta o indiretta, del ricorso alla forza o a crimini di guerra, in violazione degli impegni sottoscritti nell'ambito della CSCE e a creare un precedente estremamente pericoloso per l'Europa nel suo complesso;

d. fare in modo che siano tradotti davanti alla giustizia i responsabili di atrocità, di violazioni brutali del diritto umanitario internazionale e di altri crimini di guerra;

e. continuare ad incoraggiare il dialogo fra le parti direttamente interessate, in particolare nelle zone dell'*ex* Jugoslavia che non abbiano conosciuto finora il medesimo grado di violenza di altre regioni, così come sostenere e rafforzare le missioni attualmente condotte dalla Comunità europea, dalla CSCE e dalle Nazioni Unite sotto gli auspici della Conferenza internazionale sull'*ex* Jugoslavia (Conferenza di Londra);

f. adottare tutte le misure necessarie, tramite la CSCE e le Nazioni Unite, per evitare un estendersi del conflitto ad altri regioni dell'*ex* Jugoslavia o ai territori limitrofi, anche con aumento sostanziale del numero degli osservatori internazionali;

g. applicare appieno le sanzioni economiche e l'embargo sulle forniture di armi previsti dalle Risoluzioni 713, 727, e 757 del Consiglio di Sicurezza dell'ONU;

h. astenersi da ogni iniziativa diplomatica o militare isolata che possa alimentare le tensioni nella regione e a impegnarsi a prendere tutte le possibili misure per rendere pienamente effettivo l'embargo;

i. sostenere lo schieramento di osservatori lungo i confini della Serbia e del Montenegro al fine di garantire l'applica-

zione delle sanzioni economiche e dell'embargo sulle forniture di armi;

j. essere disposti ad applicare sanzioni contro i paesi che non rispettino l'embargo economico e militare;

k. condividere più equamente, tramite le Nazioni Unite, gli oneri, di ordine finanziario o d'altro genere connessi al mantenimento della pace, agli aiuti umanitari e agli esodi in massa di rifugiati — che vengono sostenuti dai Paesi vicini e da diversi altri Paesi;

l. promuovere una più stretta cooperazione politica ed economica — una volta risolta per via negoziale la crisi iugoslava — con le Repubbliche dell'*ex* Jugoslavia e gli altri Paesi balcanici fermamente impegnati sulla strada della democrazia e del rispetto dei diritti dell'uomo, al fine di prevenire future crisi;

m. fare una dichiarazione comune in cui si affermi che, durante il periodo di ricostruzione post bellica, non verrà fornita alcuna assistenza materiale, fatta eccezione per aiuti di natura strettamente umanitaria, a qualsiasi Stato che continui ad occupare il territorio di un altro Stato;

i governi e parlamenti dei Paesi membri dell'Alleanza Atlantica a:

n. esprimere concordanza, entro e non oltre la prossima riunione del Consiglio Atlantico a dicembre, sulla necessità che la NATO avvii la pianificazione di schieramenti atti a sostenere gli sforzi di pace in Europa, dietro mandato delle Nazioni Unite o della CSCE, facendo ricorso a tutti i mezzi politici e militari a sua disposizione;

o. dare senso concreto alla ricerca della trasparenza e della complementarità nelle relazioni fra NATO e UEO ed esprimere concordanza sul fatto che la responsabilità fondamentale delle forze che possono essere assegnate all'UEO spetti alla NATO. Ciò presuppone il mantenimento della struttura militare integrata e che quindi sia trovato senza indugio un ac-

cordo su misure pratiche di cooperazione che prevedano adeguate consultazioni preliminari, nonché un sistema di rappresentanza incrociata ed uno scambio di informazioni quanto più completo possibile fra le due organizzazioni;

p. insistere affinché tutti i Paesi membri, sulla base delle nuove promesse ma anche dei seri rischi della nuova Europa, affrontino insieme le sfide comuni che stanno loro innanzi, appoggiandosi ad un rinnovato consenso generale che escluda ogni vana rivalità istituzionale. Solo un siffatto consenso generalizzato è tale da consentire alla comunità alleata di unirsi più saldamente attorno al medesimo progetto e agli stessi orientamenti, in base alle funzioni essenziali della NATO concordate a Roma, e di adempiere in tal modo a una missione di pace su mandato delle competenti organizzazioni regionali e mondiali, nella fattispecie la CSCE e le Nazioni Unite;

e, in ultimo luogo, l'Assemblea invita tutti i Paesi a:

q. riconoscere che gli atti di barbarie oggi dilagante in varie regioni dell'ex

Iugoslavia continueranno a diffondersi in mancanza di una resistenza risoluta ed energica; ad ammettere, inoltre, che tale barbarie, se lasciata incontrollata, avrà conseguenze nefaste per il futuro dell'Europa e per le attuali prospettive di cooperazione del dopo guerra fredda a sostegno della pace e dei diritti umani; ad affermare, nel nome dei loro interessi comuni in materia umanitaria e di sicurezza, che non permetteranno a questa tragedia di dimensioni sempre più vaste di svilupparsi ancora, e, pertanto, a convenire quanto prima, in seno alle Nazioni Unite e alla CSCE, su delle risoluzioni che li impegnino solennemente a contrastare, ricercare e perseguire tutti i responsabili di crimini di guerra e di crimini contro l'umanità. Tali risoluzioni dovrebbero conferire ai Paesi membri l'autorità sufficiente a consentire loro, conformemente ai propri ordinamenti costituzionali, di agire congiuntamente e con fermezza nell'applicare le misure diplomatiche, economiche e militari giudicate necessarie ed idonee a contenere e a respingere tali odiosi atti di aggressione.